

journaux ont présenté comme ayant été exprimé, par le ministre de la Défense du Royaume-Uni, Lord Alexander. Ce dernier d'après les nouvelles d'hier aurait annoncé l'application d'un programme qui:

... tâcherait de garder dans des limites raisonnables les dépenses de la Grande-Bretagne pour la défense, dépenses qui constituent actuellement les deux cinquièmes du budget annuel soit \$98 par personne.

Le service du *Times* de New York, qui cite aujourd'hui la *Gazette* de Montréal, formule le commentaire suivant au sujet de la déclaration du ministre:

Des sources en relation étroite avec le Gouvernement ont vu dans le nouveau programme l'indice que le Gouvernement croit que le danger immédiat de guerre avec l'Union soviétique s'est sans cesse éloigné durant la dernière année et que le moment est venu de réorganiser la défense en prévision d'une longue période d'instabilité entre l'Est et l'Ouest.

Quand on se rappelle que, dans son message au Congrès, tout récemment, le président Eisenhower a proposé une diminution du dixième des dépenses relatives aux armements dans son pays et quand on pense, ainsi que je l'ai lu dans les journaux ce matin, que le ministre de la Défense nationale du Canada songe à proposer au Parlement de diminuer les dépenses relatives à la défense de plus de 5 p. 100, il me semble que ces faits soulignent ce que je viens de dire. Toutefois, à mon avis, si les États-Unis peuvent réduire du dixième leurs dépenses relatives à la défense, nous devrions être en mesure, ce me semble, de réduire les nôtres d'à peu près autant. Et le dixième de 2 milliards de dollars utilisés aux fins d'aide économique dans les pays où se donne libre cours la propagande communiste et où elle est efficace, étant donné la détresse, la pauvreté, la misère et le besoin qui existent dans ces pays, serait l'un des meilleurs moyens de défense dont pourraient faire état les nations démocratiques. J'en fais la proposition. Notre groupement estime que le Canada doit, chaque fois qu'il le peut, prendre l'initiative de programmes propres à supprimer la crainte de la guerre et à délivrer l'humanité de la menace persistante de la famine et de la misère qui pèse sur des millions d'humains un peu partout dans le monde.

Le printemps dernier, le président Eisenhower, tant au cours de son allocution "au coin du feu" que dans son message au Congrès le 5 mai, a proposé la mise en œuvre d'un programme qui a été acclamé partout dans l'univers. Pour la première fois, le président des États-Unis déclarait qu'il fallait accorder une attention plus marquée à l'accroissement de l'aide et de l'assistance tech-

niques aux contrées économiquement en retard, en Asie surtout.

Depuis lors, j'ai le regret de le dire,—les constatations que j'ai faites aux Nations Unies et ce que j'ai observé de la ligne de conduite des délégués des États-Unis me portent à le croire,—les États-Unis sont revenus à leur ancienne attitude qui consiste à insister sur les préparatifs militaires et sur l'obtention de bases situées bien au delà de leurs frontières. Il y a quelques jours, j'ai remarqué que le président de la Turquie a déclaré que son pays accueillerait avec plaisir de l'aide économique plutôt qu'une plus grande quantité de matériel et d'approvisionnements militaires.

En outre, les rumeurs voulant que les États-Unis cherchaient à conclure un accord avec le Pakistan relativement à des bases et à la fourniture d'armements ont causé de vives inquiétudes dans l'Inde ainsi que, pourrais-je dire, chez les peuples et les gouvernements associés à notre cause démocratique. Les négociations pacifiques deviennent plus difficiles lorsque des rumeurs de ce genre ne sont pas entièrement ou partiellement démenties. L'inquiétude a été générale dans l'Inde et le premier ministre Nehru y a exprimé la sienne en des termes non équivoques. Tout ce qui éloigne l'Inde de l'association qu'elle a avec l'Ouest est non seulement dangereux mais, à mon sens, peut être désastreux pour le monde.

Je partage l'avis du ministre et du représentant de Prince-Albert (M. Diefenbaker) qui ont tous deux reconnu combien il importait d'avoir de notre côté les innombrables millions de personnes qui habitent le Sud-Est de l'Asie. Si nous les perdons, nous cédon's à l'URSS le groupe le plus considérable d'hommes et de femmes. J'affirme donc que si les États-Unis établissent des bases au Pakistan et arment ce pays, c'est l'équivalent d'un suicide de la part des États-Unis et de la part de ceux d'entre nous qui sont leurs alliés dans la défense de la démocratie.

Des nouvelles de ce genre ne font que rendre plus difficiles les négociations avec l'URSS, car, à ses yeux au moins, elles semblent révéler des sentiments agressifs de la part de la plus importante des démocraties. Je me demande ce que nous dirions si la Russie proposait au Mexique d'établir des bases sur son territoire. Je me demande ce que nous dirions si elle prétendait établir des bases à Cuba, dans d'autres régions ou dans les îles qui nous entourent. Je me demande ce que nous dirions alors. Estimerions-nous que les négociations que nous proposerions dans de telles circonstances seraient sincères? Je soutiens qu'on devrait s'efforcer par tous les moyens d'empêcher la mise en pratique